



**HAL**  
open science

## Endettement et revenu : un traitement du réseau d'information comptable agricole dans le département des Côtes-du-Nord en 1980

Didier Aubert, Jean-Pierre Bompard, M. Maamoun, Gilles Postel-Vinay, P. Rio

### ► To cite this version:

Didier Aubert, Jean-Pierre Bompard, M. Maamoun, Gilles Postel-Vinay, P. Rio. Endettement et revenu : un traitement du réseau d'information comptable agricole dans le département des Côtes-du-Nord en 1980. [Rapport Technique] Inconnu. 1982, 15 p. hal-02332565

**HAL Id: hal-02332565**

**<https://hal.science/hal-02332565>**

Submitted on 24 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

I. N. R. A.  
Département d'Economie et de  
Sociologie Rurales  
Stations de Montpellier,  
Paris, Rennes.

Endettement et revenu

Un traitement du réseau d'information comptable  
agricole dans le département des Côtes-du-Nord  
en 1980 (1)

AUBERT D., BOMPARD J. P., MAAMOUN M.,  
POSTEL-VINAY G., RIO P.

- septembre 1982 -

Notre échantillon est composé de 105 exploitations appartenant au Réseau d'Information Comptable Agricole, RICA (SCEES - INSEE), dans le département des Côtes-du-Nord.

Il s'agit d'exploitations professionnelles (c'est-à-dire de dimension économique supérieure à 4000 UCE et utilisant au moins un travailleur à temps complet). Compte tenu de la taille actuelle de son échantillon, le RICA qui nous fournit ces exploitations ne vise pas à être représentatif à l'échelon départemental. Les 105 exploitations qui le constituent seront donc étudiées ici seulement en tant que groupe ou sous-groupes significatifs d'exploitations pour lesquelles on dispose de données comptables contrôlées et homogènes.

Cet échantillon est composé de deux groupes inégaux. Le premier, ici le plus important, est constitué par des exploitations sans autres caractéristiques spéciales que le fait de tenir une comptabilité d'une manière volontaire. Elles représentent 66 % de notre échantillon. Le second est constitué par des exploitations ayant choisi une aide de l'Etat qui implique une tenue de comptabilité (plans de développement, dotation jeune agriculteur...). Nous présentons nos résultats les deux échantillons confondus. Sont reportées en annexe quelques données permettant de comparer ces deux sous-groupes (1).

(1) Voir Annexe 3.

- I - NOTRE ECHANTILLON

1) - Situation de notre échantillon - Classement selon la dimension économique.

On comparera les 105 exploitations selon leur classe de dimension économique aux exploitations à temps complet du RGA 1979-1980

<u>Effectifs</u> par classe de MBS (1)	1 à 2000 UCE	2000 à 4000 UCE	4000 à 8000 UCE	8000 à 16000 UCE	16000 à 40000 UCE	40000 et plus UCE	ENSEMBLE
RGA 1979-1980	1400	2800	5509	7726	5003	755	22.062
Champ couvert par le RICA							18.993
Soit pour 18.993 = 100			29	41	26	4	100
RICA		(1)	8	45	49	2	105
Soit pour 104=100			8	43	47	2	100

Les exploitations dont la dimension économique est inférieure à 4000 UCE (1) sont par construction inexistantes dans le RICA (2). Celles dont la MBS est comprise entre 4000 et 8000 UCE sont assez peu nombreuses dans notre échantillon. Elles y ont un poids moindre que dans la réalité départementale saisie au RGA 1979/1980. La situation est inverse pour le groupe d'exploitations dont la MBS est comprise entre 16 000 et 40 000 UCE. Il en résulte que la MBS moyenne des exploitations de notre échantillon est plus élevée que la MBS moyenne des exploitations du champ correspondant au RGA.

(1) Sur la marge brute standard, MBS, voir Annexe 1.

(2) Le cas unique d'exploitation dont la MBS est inférieure à 4000 UCE tient à la non valorisation en MBS de sa production : un élevage de faisans.

2) Situation de notre échantillon - Classement selon les orientations.

Les OTEX les plus représentées (1) sont les OTEX Lait spécialisé 411 avec un quart des exploitations de l'échantillon, Autres poly-élevage 72 (24 %), Autres bovins laitiers 412 (16 %). Par rapport au champ des exploitations à temps complet du RGA 1979-80, on constate donc une sur-représentation des exploitations de l'OTEX 72 et, à un moindre degré, des OTEX 51 et 52 (productions spécialisées porc et aviculture). Au contraire les exploitations de l'OTEX Lait spécialisé sont nettement sous-représentées.

3) - Situation de notre échantillon par rapport à l'endettement.

Alors qu'elles sont de dimension économique plus élevée, le niveau d'encours des exploitations de notre échantillon RICA n'est que légèrement supérieur à celui des exploitations du champ correspondant dans le département. Fin 1980 l'endettement à long et moyen terme (LMT) auprès du CAM est de 156.794 F pour les 95 exploitations endettées du RICA, il est de 141 382 F pour les exploitations à temps complet endettées (2).

Les exploitations du RICA sont presque toutes endettées. A peine 10% ne le sont pas (3). Ces dernières se répartissent de manière non significative dans les diverses tranches de MBS (cf tableau 3 et 4 en Annexe 2). Les exploitations fortement endettées sont peu représentées (3 cas d'encours LMT supérieurs à 500.000 F) (4).

Précisons d'autre part que, par rapport aux exploitations comparables du département, ce sont les exploitations de petite dimension économique (5.000 - 12.000 UCE) qui, dans notre échantillon RICA, sont plus souvent et plus fortement endettées.

L'échantillon des exploitations du RICA examinées ici se caractérise donc principalement par un endettement moyen et une dimension économique supérieure à celle des exploitations comparables du département. Même grossier, ce calage de l'échantillon suffit pour mieux situer les résultats qui suivent.

- (1) Sur les orientations technico-économiques, OTEX, voir Annexe 1. La répartition des exploitations de l'échantillon selon les OTEX est donnée en Annexe 2. Tableaux 1 et 2.
- (2) cf. La distribution du Crédit Agricole aux agriculteurs dans les Côtes-du-Nord : 1970, 1975, 1979. Compte-rendu d'enquêtes. INRA, 1982.
- (3) La proportion d'exploitations non endettées parmi le champ des exploitations professionnelles dépasse 20 % à cette date (source : cf. note 1).
- (4) On notera que leur endettement hors Crédit Agricole est élevé.

- II - LES SITUATIONS de REVENU

L'indicateur de revenu que nous utiliserons cherche à se rapprocher au mieux du disponible monétaire. Aussi nous référerons-nous au revenu disponible ou disponible = RBE (donc avant amortissement) cotisations sociales déduites dont on retranchera la variation du stock animal ainsi que le remboursement du capital emprunté (emprunts à plus d'un an).

Ce disponible est ainsi calculé après toutes charges d'emprunt.

On utilisera aussi le revenu disponible avant toutes charges d'emprunt:

revenu avant toutes charges d'emprunt = RBE hors stocks animaux cotisations sociales déduites + frais financiers.(note RBEhs + FF)

C'est par rapport à ce revenu que l'on calculera la charge de remboursement lié à l'endettement: Annuité (1)

revenu avant toutes charges d'emprunt

Enfin nous utiliserons le disponible par unité de main d'oeuvre familial, UMOF.

1) - Différents niveaux de revenus.

En répartissant les exploitations selon leur niveau de disponible par UMOF on obtient la répartition suivante:

Disponible par UMOF	< 0	0-30000 F	30000-60000 F	>60000 F	ENSEMBLE
Effectif	15	29	36	25	105

Dans 23% des exploitations le disponible par UMOF dépasse 60.000 F. Plus largement, dans 58% des exploitations il est supérieur à 30.000 F.

A l'opposé un groupe non négligeable se trouve dans une situation très mauvaise.

Voyons où se situent ces différentes situations.

(1) L'annuité est ici définie par le remboursement du capital des emprunts à long et moyen terme + le total des frais financiers (y compris court terme).

2) - Niveaux de revenus et niveaux d'endettement.

On admet souvent une liaison entre les situations difficiles et les niveaux élevés d'endettement.

Tranche d'encours

	0	0 < <100000	100 < <200000	200 < <500000	>500000
Effectif dans l'échantillon	10	34	27	31	(3)
Disponible moyen	51277	75814	66669	54084	27442
Disponible moyen/UMOF	31928	45011	40114	29985	9678
Encours LMT	0	32298	134589	318552	560712
<u>Annuité</u> <u>RBEhs + FF</u>	-	23%	22%	49%	57%

L'étude des résultats moyens des disponibles par UMOF semble indiquer un effet des forts endettements. Mais si l'on observe la dispersion des résultats, cette dernière est tellement forte que l'on ne peut en fait rien dire (1).

Tranche d'encours

	N. Exploitations	Tranche d'encours					TOTAL
		0	0 100000	100000 200000	200000 500000	500000 999999	
Tranches de disponibles par UMOF	moins de 0	2	1	2	8	2	15
	0 30000	1	9	10	9	0	29
	30000 60000	6	15	7	8	0	36
	60000 et plus	1	9	8	6	1	25
	TOTAL	10	34	27	31	3	105

Relevons néanmoins l'existence d'un groupe au disponible négatif et à l'endettement élevé. Précisons qu'il provient en quasi totalité (7 cas sur 8) du sous-échantillon des comptabilités aidées.

(1) En effet le coefficient de corrélation dans notre échantillon de 105 exploitations entre l'encours et le disponible par UMOF est de 0,13.

### 3) Niveaux de revenus et dimension économique

Pour la dimension économique nous utiliserons successivement deux approches :

- en classant les exploitations selon leur MBS  
(les effectifs sont significatifs pour les 3 classes suivantes :  
5000 à 12000 UCE  
12000 à 25000 UCE  
> 25000 UCE

- en classant les exploitations selon leur produit brut total de l'année. Nous prendrons comme unité le produit d'un hectare de blé soit en 1980, 5200 F = 1 équivalent hectare de blé (ehb) (1)

#### a) La dimension économique mesurée par la MBS

En classant les exploitations de l'échantillon selon leur dimension économique (MBS) on retrouve un résultat classique : le disponible et l'endettement augmentent avec la dimension économique (résultats pour les exploitations endettées).

M B S	5000 et 12000 UCE	12000 et 25000 UCE	>de 25000 UCE
Effectif dans l'échantillon	22	66	6
Disponible moyen	23 492	72 049	105 813
Disponible moyen/UMOF	16 614	40 823	61 431
Encours LMT	129 440	173 469	354 810
Annuité	17 523	36 685	63 598
RBEh.s.+ FF	41 015 = 43 %	108 735 = 34 %	169 412 = 38 %

Bien que l'encours et l'annuité s'élèvent avec la dimension économique le poids de l'endettement par rapport au revenu avant toute charge d'endettement évolue peu d'une classe à l'autre.

Cependant ces résultats recouvrent encore une forte dispersion (moindre toutefois que dans le paragraphe 2 ci-dessus)(2).

(1) Voir en annexe 1 la ventilation des exploitations selon les classes MBS et les classes ehb. Tableau 7.

(2) Le coefficient de corrélation dans ce cas est meilleur qu'au paragraphe 2 ci-dessus. Il reste cependant faible (0,35). Il s'améliore si l'on considère non plus la MBS mais le produit brut réel (0,4), voir infra. Il s'améliore encore si l'on considère la corrélation multiple entre Disponible/UMOF d'une part et produit brut réel et encours de l'autre (0,46) voir paragraphe 4.



b) La dimension économique mesurée par le produit brut réel  
(en équivalent hectare de blé)

Ce classement fait apparaître les mêmes conclusions que le classement par MBS mais les écarts sont nettement plus marqués. Le disponible moyen des exploitations de moins de 20 ehb est en moyenne 12 fois moindre que celui des exploitations de plus de 100 ehb, le disponible par UMOF 8 fois moindre. Sauf pour les plus petites exploitations (- 20 ehb) le poids de l'endettement dans le revenu reste à peu près constant (résultats pour les exploitations endettées).

	moins de 20 ehb	moins de 25 ehb	25 à 50 ehb	50 à 75 ehb	plus de 75 ehb	( plus de 100 ehb )
effectifs	5	9	30	28	28	5
MBS	7 365	8 037	12 755	17 531	25 034	27 224
disponible	11 843	21 389	41 582	66 690	101 082	145 966
dispon.par UMOF	10 672	14 189	25 838	36 396	58 932	88 343
encours LMT	124 220	106 040	145 256	184 439	214 891	300 909
annuité	15 870	12 560	23 897	33 766	50 669	84 116
RBE h.s. + FF	<u>27 713</u> = 57%	<u>33 839</u> = 37 %	<u>65 478</u> = 36 %	<u>100 456</u> = 34 %	<u>151 751</u> = 33 %	<u>230 082</u> = 37 %

On voit que, pour les plus petites exploitations, si le disponible est très faible, il en va de même du revenu avant toutes charges d'endettement. Leur niveau de revenu est très bas, indépendamment du poids de l'endettement. Pour les exploitations de dimension économique plus grande, afin de cerner des ensembles plus homogènes, on examinera maintenant les groupes d'exploitations définies à la fois par leur niveau de dimension économique (mesurée en ehb) et par leur niveau d'encours.

4) Niveaux de revenus selon la dimension économique et le niveau d'encours

Nous avons distingué pour la dimension économique les tranches suivantes :

- 25 ehb
- 25 - 50 ehb
- 50 - 75 ehb
- + de 75 ehb

pour le niveau d'encours :

- 0
- 0 < ≤ 100 000 F
- 100 000 < ≤ 200 000 F
- 200 000 < ≤ 500 000 F
- > 500 000 F

a) les non-endettées

Ces exploitations se caractérisent par une dimension économique, un disponible et un disponible par UMOF légèrement inférieurs aux autres.

	effectif	MBS	ehb	disponible	disponible/ UMOF
non endettées	10	12 821	50	51 277	31 928
dont - 25 ehb	4	7 282	22	37 289	24 095
ensemble expl.endet.	95	17 335	58	64 596	38 425
dont - 25 ehb	9	8 037	19	21 289	14 189

Malgré l'absence de charge d'endettement, ces exploitations se caractérisent par un disponible en UMOF proche du SMIC. Parmi elles, seul le groupe des exploitations dont la dimension économique est inférieure à 25 ehb, est suffisamment représenté pour pouvoir être relevé. Celles-ci ont des disponibles meilleurs que les exploitations endettées de même taille.

b) les endettées

Parmi les exploitations endettées, seules celles dont la dimension économique est comprise dans les classes :

- 25 ehb
- 25-50 ehb
- 50-75 ehb
- + 75 ehb

peuvent être étudiées par niveaux d'encours (1 à 100 000 F, 100 à 200 000, 200 à 500 000 F).

On a ainsi les résultats suivants :

Dimension économique	effectif	disponible	disponible /UMOF	enc.LMT	annuité/ RBEhs+FF
- 25 ehb					
encours 1 - 100 000 F	4	28 065	19 214	10 242	12 %
100 - 200 000 F	4	23 174	14 381	142 957	43 %
ensemble des endettées	9	21 289	14 189	106 040	37 %
25 à 50 ehb					
encours 1 - 100 000 F	12	63 040	37 227	31 546	13 %
100 - 200 000 F	9	52 445	34 610	128 329	34 %
200 - 500 000 F	8	9 983	6 873	289 932	80 %
ensemble des endettées	30	41 582	25 838	145 256	36 %
50 à 75 ehb					
encours 1 - 100 000 F	10	74 436	46 593	58 862	26 %
100 - 200 000 F	7	89 255	50 903	131 654	25 %
200 - 500 000 F	10	55 796	25 661	309 590	43 %
ensemble des endettées	28	66 690	36 396	184 439	34 %
75 ehb et plus					
encours 1 - 100 000 F	8	120 577	67 608	36 749	27 %
100 - 200 000 F	7	87 226	51 108	140 792	27 %
200 - 500 000 F	12	87 678	52 050	343 182	43 %
ensemble des endettées	28	101 082	58 932	214 891	33 %

A dimension économique donnée, plus l'endettement s'élève, plus la charge qu'il induit pèse sur le revenu. Mais il faut d'abord tenir compte du niveau absolu des disponibles.

Les exploitations de plus petites dimensions économiques ont, quel que soit leur niveau d'encours, un disponible par UMOF très bas. Il est certes d'autant plus faible que l'endettement est élevé, mais il est toujours en moyenne inférieur au SMIC (30 000 F en 1980) (1). Pour les exploitations dont la dimension économique est comprise entre 25 et 50 ehb, les moins endettées obtiennent un disponible supérieur au SMIC contrairement à celles dont l'endettement dépasse 200 000 F. Il en va de même - mais avec des résultats meilleurs - pour celles dont la dimension économique est comprise entre 50 et 75 ehb. Enfin, le disponible par UMOF des exploitations de plus grande taille reste en moyenne au-dessus du SMIC quel que soit le niveau d'endettement.

(1) Tel est le cas aussi des exploitations non endettées de cette classe de taille cf. ci-dessus 4 a.

On arrive ainsi à mieux cerner des groupes d'exploitations en situation difficile.

Si on les définit comme étant les groupes qui ont en moyenne un disponible par UMOF très bas (moins de 15 000 F par exemple soit environ 1/2 SMIC) on ne les rencontre que parmi les exploitations de petite dimension (moins de 25 ehb) quand leur endettement s'élève (ici dès que l'encours est compris entre 100 000 et 200 000 F) et, parmi les exploitations de dimension moyenne (25 à 50 ehb), quand leur endettement est important (200 - 500 000 F).

Si de manière moins restrictive on retient pour définir les groupes en situation difficile, ceux dont le disponible moyen par UMOF est inférieur au SMIC, on rencontre, outre toutes les exploitations de petite dimension, les exploitations moyennes (25-50 ehb et même 50-75 ehb) fortement endettées.

#### 5- Les exploitations classées selon leur niveau de disponible par UMOF

Un tri prenant comme critère les niveaux de disponibles par UMOF permet de préciser et d'étendre l'analyse. Soit quatre niveaux :

disponible par UMOF	< 0
	0 < < 30 000 F
	30 000 < < 60 000 F
	> 60 000 F

Exploitations classées selon le disponible/UMOF - Résultats pour les exploitations endettées (1)

	< 0	0 < < 30 000	30 000 < < 60 000	> 60 000
Effectif	13	28	30	24
MBS	12 714	13 711	18 469	22 648
ehb	54	42	62	77
disponible	- 29 026	34 949	72 624	139 863
disponible/UMOF	- 20 406	19 258	42 022	84 892
encours LMT	290 084	155 229	144 474	168 399
<u>Annuité</u> RBE h.s. + FF	380 %	44 %	34 %	20 %
CT	11 387	5 829	8 191	7 738
Fournisseurs	57 844	17 083	34 355	30 758
découvert bancaire	43 779	22 025	14 729	14 995
réalisation LMT en 80	133 154	12 274	26 167	27 279
CT/réalisable + disponible (source RICA)	87 %	43 %	46 %	29 %
Retards	631	268	3 230	138
Actifs financiers	49 670	56 165	62 094	84 209
dont dav	23 584	15 428	16 878	17 462
dont épargne (source CAM)	26 086	40 737	45 216	66 747

(1) Contrairement aux tableaux précédents qui n'utilisent que des données du RICA, on adjoint ici certaines données issues du CAM, reportées au bas du tableau.

Si l'on s'en tient aux données de MBS, on retrouve ici deux résultats déjà apparus. Plus le disponible est fort, plus s'élève la dimension économique moyenne ; les disponibles négatifs sont le fait d'exploitations de moindre dimension et fortement endettées. (1)

La dimension économique mesurée en ehb fait cependant mieux ressortir que le groupe d'exploitations dont le disponible est négatif rassemble des exploitations fortement endettées dont la dimension est parfois déjà importante (2).

Mais on peut aussi préciser d'autres caractéristiques de ces populations.

Le niveau de l'endettement à court terme (CT) est beaucoup plus élevé pour les exploitations en mauvaise situation, quelle que soit d'ailleurs l'origine du crédit : le CT bancaire, le découvert (OCC principalement) et, plus nettement encore, l'endettement auprès des fournisseurs (mais dans ce dernier cas surtout, l'écart type est fort).

De plus, ce groupe est le seul dont l'endettement à CT s'élève beaucoup pendant l'année (plus de 30 000 F entre début et fin pour l'ensemble des postes CT) (3). Il en va de même pour les réalisations de prêts nouveaux à LMT. Le recours massif à ces financements pourrait en partie expliquer comment ces exploitations à revenu négatif ont pu fonctionner. On peut penser qu'il s'agit là - pour partie - d'un endettement de crise.

Pour localiser les situations difficiles, la notion de fonds de roulement est souvent utilisée. La construction de ce type d'indicateur pose problème et par exemple, pour le fonds de roulement, celui du traitement des stocks animaux. Nous avons retenu un ratio (court terme/ réalisable + disponible) qui n'était pas tributaire de ce traitement et qui, mettant en relation des créances et des dettes, ne posait pas de problème d'évaluation (... de réévaluation). Au dénominateur de ce ratio on trouve le "bas" de l'actif du bilan : clients, TVA, autres débiteurs, autres valeurs disponibles, titres de placement et bons, banque et caisse. Ce ratio doit être utilisé avec prudence. Il n'a guère de valeur en soi mais bien en rapport avec une situation de revenu disponible de crise. Il permet de compléter une analyse de crise de revenu par une analyse de crise de trésorerie. On voit ici qu'il est beaucoup plus élevé pour les exploitations dont le disponible est négatif que pour les autres.

- 
- (1) En examinant non seulement les moyennes, mais les écarts types, on constate que ceux-ci ne sont élevés que pour les résultats d'encours notamment à LMT. Plus précisément l'écart type n'est faible que pour le résultat d'encours des exploitations à disponible négatif, il est fort ou très fort pour les autres groupes - cf. plus haut §2.
- (2) Sur les 13 cas, 9 viennent du sous-échantillon de comptabilités aidées
- (3) Les résultats de découverts doivent être utilisés avec prudence. Il s'agit ici principalement d'OCC. La comptabilité saisit le niveau d'endettement au 1.1. et au 31.12 et non un tirage moyen.

On notera enfin que les actifs financiers (dépôts à vue (dav), épargne liquide, et épargne longue) (1) sont d'autant plus élevés que le disponible est meilleur mais les exploitations en mauvaise situation conservent en moyenne (écart type élevé), un certain niveau d'actif. Par ailleurs, les retards de paiement d'annuités auprès du CAM ne sont pas plus élevés chez les exploitations dont les disponibles sont les plus faibles.

### III- LES EXPLOITATIONS REPEREES PAR DES INDICATEURS DE CRISE

#### LIES A L'ENDETTEMENT

Trois groupes peuvent être définis selon que les exploitations présentent au moins un indicateur de crise (2) :

- exploitations ayant un retard de remboursement d'annuité au CAM (retard supérieur à 1 mois) : A
- exploitations ayant des dettes auprès des coopératives d'une durée supérieure à 6 mois : B
- exploitations ayant une ouverture de compte courant (OCC) utilisée en moyenne à plus de 80 % du plafond autorisé : C

Etant donné les effectifs de chacune de ces sous-populations, nous les avons rassemblées dans un groupe qui représente donc les exploitations ayant au moins un de ces caractères(D). Enfin, nous pouvons comparer ces exploitations au groupe qui ne présente pas ces indicateurs de crise (E).

(1) Ces données ne relèvent que les actifs financiers au CAM. Dans le cas du dav, il s'agit du niveau moyen sur l'année.

(2) Ces indicateurs issus des relevés auprès du CAM sont exogènes au RICA.

	A	B	C	D	E
Effectif	8	9	3	15	90
MBS	14207	17599	18499	17196	16856
Disponible	49828	13887	13524	33136	68383
Disponible/UMOF	31544	7554	( 18374)	21881	39590
Encours LMT	202014	244932	161208	236406	143858
<u>Annuité</u>					
RBE h.s. + FF	44 %	78 %	77 %	59 %	29 %
CT	15963	7936	5052	9974	6643
Fournisseurs	47809	74760	49594	56931	26757
Découvert bancaire	33613	90237	150454	69079	10883
Réalisation LMT 1980	52450	56844	82333	58840	29241
<u>CT</u>					
réalisable+disponible	128 %	141 %	105 %	114 %	36 %
(Source RICA)					
Retards	14488	4933	0	7727	0
Actifs financiers	38667	50423	27663	46292	70501
dont dav	12630	16723	27116	15382	17821
dont épargne	26037	33700	547	30910	52681
(Source CAM)					

Les exploitations que l'on isole ainsi sont de dimension économique plus grande que celles dont le disponible est négatif. Leur disponible est moins bas mais leur endettement à LMT est comparable et le poids de l'annuité dans le revenu reste lourd. Comme les exploitations à disponibles négatifs, elles se caractérisent par un endettement à CT élevé et le ratio  $\frac{\text{dettes à CT}}{\text{réalisable+disponible}}$  est particulièrement fort. Notons enfin que là aussi les actifs financiers, sans être très bas, sont nettement moindres que pour les autres exploitations.

- IV - QUELQUES POPULATIONS à PRETS SPECIFIQUES.

Analysons enfin la situation des bénéficiaires de prêts jeunes agriculteurs (JA), de plans de développement (PSM) et de prêts fonciers en les comparant à chaque fois avec les populations complémentaires endettées.

- B 1 bénéficiaires de prêts JA
- B 3 endettées sans JA
- B 2 bénéficiaires de PSM
- B 4 endettées sans PSM
- B 5 bénéficiaires des prêts fonciers
- B 5' " dont encours foncier supérieur à 100.000 Frs.
- B 6 endettées sans encours foncier

	B 1	B 2	B 3	B 4	B 5	B 5'	B 6
Effectifs	29	15	66	80	47	11	48
MBS	18314	18891	16904	17043	16551	17943	18102
Disponible	37730	41414	76401	68943	71217	64633	58202
Disponible/UMOF	21446	21964	44698	40532	42256	38066	33041
Encours LMT	250542	335309	139812	143296	171109	240670	176066
Annuité							
RBE h.s. + FF	48 %	54 %	30 %	31 %	32 %	35 %	37 %
CT	9320	2953	7157	8730	4717	1911	10853
Fournisseurs	36387	31835	29453	31520	31489	29567	31648
Découvert bancaire	18691	42971	21902	16788	22551	14342	18327
Réalisation LMT 1980	52297	83713	30268	28233	38196	39018	35815
CT							
réalisable+disponible (source RICA)	49 %	43 %	42 %	44 %	44 %	32 %	44 %
Retards	0	3593	1756	775	364	0	2058
Actifs financiers	56050	67952	68008	63684	68139	80800	60499
dont dav	18115	20692	17280	16986	18619	14407	16457
dont épargne (source CAM)	37935	47260	50728	46698	49520	66393	44042



Les populations cibles de la politique agricole, les JA et les PSM, ici de dimension économique supérieure à la moyenne des exploitations endettées, ont aussi un encours plus élevé. Le poids de l'annuité par rapport au revenu est lourd et les disponibles par UMOF sont inférieurs à 30.000 Frs. Mais ces deux populations ont des résultats de disponibles très dispersés par rapport à leur moyenne. Les situations de trésorerie, mesurées par le ratio CT/réalisable + disponible, ne sont pas mauvaises.

D'autre part, les exploitations ayant un encours foncier ont, elles, un niveau de disponible par UMOF (42.256 Frs) supérieur à la moyenne, ceci même quand il s'agit d'exploitations dont l'encours foncier est fort (100.000 Frs et plus). Le poids de l'annuité dans le revenu est peu élevé.

A N N E X E I.

1. La Marge Brute Standard ou MBS

Mesurée en Unité de Compte Européenne (UCE) (1). La correspondance en équivalents ha de blé est approximativement la suivante :

a. Classement en six tranches

Classes de MBS	UCE 1973	équivalents ha de blé
classe 1	moins de 2 000	Moins de 5
2	2 000 à moins de 4 000	5 à ..... de 10
3	4 000 à moins de 8 000	10 à ..... de 20
4	8 000 à moins de 16 000	20 à ..... de 40
5	16 000 à moins de 40 000	40 à ..... de 100
6	40 000 et plus	100 et plus

Source : SCEES - Ministère Agriculture -

b. Classement en cinq tranches

	UCE 1973	équivalents en ha de blé
classe 1	moins de 2000	Moins de 5
2	2 000 à moins de 5 000	5 à ..... de 12,5
3	5 000 à moins de 12 000	12,5 à .... de 30
4	12 000 à moins de 25 000	30 à ..... de 62,5
5	25 000 et plus	62,5 et plus

2. L'Orientation Technico-Economique ou OTEX

Systeme de production défini par les parts respectives des marges de telle ou telle production dans la Marge Brute Standard totale d'une exploitation. (voir page suivante).

(1) L'UCE vaut 5,61 F.

CLASSIFICATION DES OTEX

CODE	LIBELLÉ DE L'ORIENTATION	TYPE (1)	CONDITIONS D'APPARTENANCE
<b>TYPES PURS</b>			
11.	CÉRÉALES		Céréales > 2/3
12.	AUTRE AGRICULTURE GÉNÉRALE		Agriculture Générale > 2/3 avec céréales ≤ 2/3
210	HORTICULTURE		Légumes sous verre > 2/3 ou Fleurs sous verre > 2/3 ou (Horticulture sous verre > 2/3 avec légumes en maraîchage ≤ 2/3 et Fleurs ≤ 2/3)
219	AUTRE HORTICULTURE		Horticulture > 2/3 sauf horticulture sous verre c.a.d. avec : Légumes sous verre ≤ 2/3 et Fleurs sous verre ≤ 2/3 et (Horticulture sous verre ≤ 2/3, ou Légumes en maraîchage > 2/3 ou Fleurs > 2/3)
311	VIN DE QUALITÉ		Vins de qualité > 2/3
319	AUTRE VITICULTURE		Vignes > 2/3 avec Vins de qualité ≤ 2/3
32.	FRUITS/AUTRES CUL. PERM.		Cultures permanentes > 2/3 avec Vignes ≤ 2/3
411	BOVINS SPÉCIALISATION LAIT		Vaches laitières > 2/3
412	AUTRE ÉLEVAGE BOVIN LAITIER		Bovins lait > 2/3 et 2/3 de bovins lait < Vaches laitières ≤ 2/3
42.	BOVINS VIANDE		Bovins > 2/3 avec (Bovins lait ≤ 2/3 ou vaches laitières ≤ 2/3 de bovins lait) et vaches laitières ≤ 0,1
43.	BOVINS LAIT ET VIANDE		Bovins > 2/3 avec (Bovins lait ≤ 2/3 ou vaches laitières ≤ 2/3 de bovins lait) et vaches laitières > 0,1
44.	AUTRES HERBIVORES		Herbivores > 2/3 avec Bovins ≤ 2/3
51.	PORCS		Porcs > 2/3
52.	AUTRES GRANIVORES		Granivores > 2/3 avec Porcs ≤ 2/3
<b>TYPES MIXTES</b>			
61.	HORTICULT. ET CULT. PERMANENT.	Bipolaire	Horticulture > 1/3 et Cultures permanentes > 1/3
62.	AUTRES «POLY-CULTURE»	Bipolaire Bipolaire Part. dominant Part. dominant Part. dominant	Agriculture générale > 1/3 et Horticulture > 1/3 Agriculture générale > 1/3 et Cultures permanentes > 1/3 Agriculture générale > 1/3 Horticulture > 1/3 Cultures permanentes > 1/3
71.	HERBIVORES PARTIELLEM. DOMIN.	Part. dominant	Herbivores > 1/3
72.	AUTRES «POLYÉLEVAGE»	Bipolaire Part. dominant	Herbivores > 1/3 et Granivores > 1/3 Granivores > 1/3
810	AGRICULTURE GÉNÉRALE AVEC HERBIVORES	Bipolaire Bipolaire	1. Agriculture générale > bovins lait > 1/3 et vaches laitières > 2/3 de bovins lait 2. Agriculture générale > herbivores > 1/3 à l'exclusion des exploitations de 810 - 1 c'est-à-dire telle que : - soit bovins lait ≤ 1/3 - soit vaches laitières ≤ 2/3 de bovins lait
819	HERBIVORES AVEC AGRICULTURE GÉNÉRALE	Bipolaire	Herbivores ≤ Agriculture générale > 1/3, à l'exclusion des exploitations de 810 - 1 c'est-à-dire telle que : - soit : agriculture générale ≤ bovins lait - soit : bovins lait ≤ 1/3 - soit : vaches laitières ≤ 2/3 de bovins lait
82.	AUTRES «CULTURE - ÉLEVAGE»	Bipolaire Bipolaire Bipolaire Bipolaire Bipolaire Bipolaire	Agriculture générale > 1/3 et Granivores > 1/3 Horticulture > 1/3 et Herbivores > 1/3 Horticulture > 1/3 et Granivores > 1/3 Cultures permanentes > 1/3 et Herbivores > 1/3 Cultures permanentes > 1/3 et Granivores > 1/3 Aucun pôle n'est supérieur à 1/3 MBS totale nulle

(1) Type «bipolaire» : 2 pôles supérieurs à 1/3, tous les autres pôles restants inférieurs ou égaux à 1/3

Type «partiellement dominant» : 1 pôle supérieur à 1/3, tous les autres pôles restants inférieurs ou égaux à 1/3.

Source : Cahiers de Statistique Agricole n°40.

3. Temps annuel de travail (RICA et Personne année travail RGA.

a) La méthode RICA

Le temps annuel de travail est indiqué en heures et correspond uniquement au temps effectivement consacré aux travaux de l'exploitation agricole.

Mode de calcul du temps de travail

Le temps complet est équivalent à 2 200 heures de travail par an, à raison de 8 heures par jour pendant l'exercice (275 jours de 8 heures).

Pour les personnes ayant eu une activité sur l'exploitation, on détermine la proportion de leur temps qu'elles ont consacré aux travaux de l'exploitation :

- moins de 1/4 de temps
- de 1/4 à moins de la moitié du temps
- de la moitié, à moins de 3/4 de temps
- de 3/4 à moins de 1 (pas la totalité du temps)
- de 1 à moins de 1 1/4 de temps
- de 1 1/4 à moins de 1 1/2 de temps
- de 1 1/2 à plus.

Puis on enregistre le nombre d'heures correspondant.

Ex : 1/4 à moins de 1/2 temps = de 550 à moins de 1 100 heures par an. On indiquera en «Temps annuel de travail» la valeur moyenne soit :  $\frac{550 + 1\ 100}{2} = 825$  heures.

b) La méthode RGA ancienne formule (1)

		Activité sur l'exploitation (par rapport au temps complet)				Temps complet
		< 1/4	1/4 - 1/2	1/2 - 3/4	3/4 - 1	
PAT	Chef d'exploitation	0,11	0,33	0,68		1
	Aide familial	0,07	0,33	0,66		1
	Salarié	0,15	0,33	0,78		1

(1) Aujourd'hui la quantité de travail est mesurée en UTA, cf. Cahiers de statistiques agricoles, mars-avril 1982, p. 8.

TABLEAU 1

Répartition des exploitations par OTEX et par classes de MBS - 6 classes

OTEX	MBS						TOTAL
	0	4000	8000	16000	40000	999999	
12	12	0	3	2	1	0	6
411	411	0	1	15	10	0	26
412	412	0	1	8	8	0	17
43	43	0	2	1	2	0	5
51	51	0	0	4	4	0	8
52	52	0	0	1	4	1	6
71	71	0	1	4	2	0	7
72	72	0	0	7	17	1	25
810	810	0	0	0	0	0	0
819	819	0	0	2	1	0	3
<b>TOTAL</b>		1	8	45	49	2	105

Anexo II

TABLEAU 2

Répartition des exploitations par OTEX et par classes de MBS - 5 classes

OTEX \ MBS	MBS					TOTAL
	0	5000	12000	25000	999999	
12	12	0	5	1	0	6
411	411	0	12	13	1	26
412	412	0	4	13	0	17
43	43	0	2	3	0	5
51	51	0	0	7	1	8
52	52	0	0	4	2	6
71	71	0	2	5	0	7
72	72	0	1	21	3	25
810	810	0	0	0	0	0
819	819	0	1	2	0	3
<b>TOTAL</b>		<b>1</b>	<b>28</b>	<b>69</b>	<b>7</b>	<b>105</b>

TABLEAU 3

Répartition des exploitations par classes de MBS - 6 classes et par tranches d'encours

MBS \ Encours	Encours						TOTAL
	0 - 4000	4000 - 8000	8000 - 16000	16000 - 40000	40000 - 999999	TOTAL	
0 - 4000	0	1	0	0	0	0	1
4000 - 8000	2	2	3	1	0	0	8
8000 - 16000	4	17	10	12	2	0	45
16000 - 40000	4	14	14	17	0	0	49
40000 - 999999	0	0	0	1	1	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>34</b>	<b>27</b>	<b>31</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>105</b>

TABLEAU 4

Répartition des exploitations par classes de MBS - 5 classes et par tranches d'encours

		Encours					TOTAL
		0	0 : 100000	100000 : 200000	200000 : 500000	500000 : 999999	
MBS	0	0	1	0	0	0	1
	5000	6	9	8	5	0	28
	12000	3	23	18	23	2	69
	25000	1	1	1	3	1	7
	999999						
TOTAL		10	34	27	31	3	105



TABLEAU 5<sup>1</sup>

Répartition des exploitations par disponible/UMOF et par classes de MBS

Disponible/UMOF	MBS				TOTAL	
	0	5000	12000	25000		
999999	0	0	7	8	0	15
0 30000	0	12	16	1	29	
30000 60000	0	8	26	2	36	
60000 999999	1	1	19	4	25	
<i>TOTAL</i>	1	28	69	7	105	

TABLEAU 5<sup>2</sup>

Résultats moyens des disponibles/UMOF

Disponible/UMOF \ MBS	MBS				TOTAL
	0	5000	12000	25000	
0	0	5000	12000	25000	19043
30000	0	16936	21490		19391
60000	0	44378	40949		41802
999999			82059	85127	84390
TOTAL		19900	39849	62990	37060

TABLEAU 6<sup>1</sup>

Répartition des exploitations par disponible/UMOF et par tranches d'encours

Encours \ Disponible/UMOF	Encours					TOTAL
	0	100000	200000	500000	999999	
999999 0	2	1	2	8	2	15
0 30000	1	9	10	9	0	29
30000 60000	6	15	7	8	0	36
60000 999999	1	9	8	6	1	25
TOTAL	10	34	27	31	3	105

TABLEAU 6<sup>2</sup>

Résultats moyens des disponibles/UMOF

Encours		0	0	100000	200000	500000	TOTAL
Disponiboe/UMOF		0	100000	200000	500000	999999	
-999999	0				-16215		-19043
0	30000		18815	19092	19887	0	19391
30000	60000	40701	40692	46348	40729	0	41802
60000	999999		84293	74683	92404		84390
TOTAL		31928	45011	40114	29985	9678	37060

Tableau 7

Classement des exploitations par ehb et MBS

5 classes de MBS

Produit brut total	classes de MBS (UCE)				TOTAL
	0 5000	5000 12000	12000 25000	25000 999999	
moins de 20 ehb ( < 104 000 F )	0	5	0	0	5
20 - 25 ehb (104000 F - 130000 F)	0	8	0	0	8
25 - 50 ehb (130000 F - 260000 F)	0	13	19	0	32
50 - 75 ehb (260000 F - 390000 F)	1	1	26	1	29
75 ehb et plus ( > 390000 F )	0	1	24	6	31
dont 100 ehb et + ( > 520000 F )	0	0	4	2	6
TOTAL	1	28	69	7	105

unité = nb d'exploitations

Tableau 7<sup>2</sup>

6 classes de MBS

classes de MBS Produit brut total	0 4000	4000 8000	8000 16000	16000 40000	40000 999999	TOTAL
moins de 20 ehb ( < 104 000 F	0	4	1	0	0	5
20 - 25 ehb (104000 F - 130000 F)	0	3	5	0	0	8
25 - 50 ehb (130000 F - 260000 F)	0	1	27	4	0	32
50 - 75 ehb (260000 F - 390000 F)	1	0	9	19	0	29
75 ehb et plus ( > 390000 F )	0	0	3	26	2	31
dont 100 ehb et + ( > 520000 F )	0	0	0	5	1	6
TOTAL	1	8	45	49	2	105

A N N E X E III.

Comparaison des deux sous-échantillons du RICA.

1) Endettement et revenu

Il apparaît entre les deux sous-échantillons des différences importantes, notamment en ce qui concerne l'endettement. L'encours à LMT du sous-échantillon I est de 113 406 F en moyenne (132 307 F pour les exploitations ayant un encours). Le niveau d'endettement est environ du double pour l'échantillon III (244 425 F).

Le produit des exploitations est au contraire assez proche dans les deux sous-échantillons.

Le poids très différent de l'endettement se traduit au niveau du revenu. Le revenu avant toute charge d'endettement (RBE h.s. + frais financiers) est voisin dans les deux sous-échantillons alors que le disponible est nettement plus élevé dans le sous-échantillon I :

	RBE h.s. + FF	Revenu disponible
sous échantillon I	95 400	69 851
sous échantillon II	90 464	50 283

2) Répartition des exploitations dans les deux échantillons

2.1. selon le montant de disponible par UMOF

disponible par UMOF (en F)	effectifs échant. I	%	disponible /UMOF	effectifs échant.III	%	disponible /UMOF
< 0	6	8,5		9	26	
0 - 30 000	21	30		8	23	
30000 - 60000	26	37		10	28	
60 000	17	24,5		8	23	
Total	70	100	41 014 F	35	100	29 151 F

2.2. selon le montant de l'encours LMT

tranches d'encours (en F)	effectifs échant. I	%	disponible /UMOF	effectifs échant.III	%	disponible /UMOF
0	10	14		0	0	
0 à 100 000	30	43		4	11,5	
100 à 200 000	17	24		10	28,3	
200 à 500 000	11	16		20	57,5	
> 500 000	(2)	(3)		(1)	(3)	
Total	70	100	41 014 F	35	100	29 151 F

Les exploitations non endettées sont toutes dans l'échantillon I. L'échantillon III a une proportion plus forte d'exploitations fortement endettées.

2.3. selon les classes de MBS

classes de MBS	effectifs échantillon I	%	effectifs échantillon III	%
5 000 à 12 000	19	27,5	9	25,7
12 000 à 25 000	46	66,5	23	65,7
> 25 000	4	6	3	8,6
Total	69 (1)	100	35	100

Dans les deux échantillons la structure par classe de MBS est comparable.

(1) une exploitation appartenant à la classe MBS inférieure à 5000 UCE n'a pas été reprise dans ce tableau.



2.4. selon les OTEX

OTEX	échantillon I	disponible / UMOF	échantillon III	disponible / UMOF
12	4	34 798	( 2)	
411	15	38 334	11	26 376
412	11	48 178	6	26 999
43	4	31 749	( 1)	-
51	3	60 612	5	11 544
52	5	22 911	( 1)	
71	6	41 140	( 1)	
72	18	41 765	7	36 348
819	(2)		( 1)	
Total	70	41 014	35	29 151

Pour les OTEX représentatives, les résultats du sous-échantillon III sont toujours inférieurs.

A N N E X E IV

=====

Notes sur la confrontation des différentes sources utilisées.

Nous présenterons ici brièvement les principaux résultats de la confrontation des différentes sources utilisées: le RICA, le RGA 1979-80 et les données issues de la Caisse Régionale du Crédit Agricole.

Un premier problème se pose: il porte sur la définition même des exploitations.

1) - Elimination de 5 exploitations sur 110.

- exploitation a (échantillon I) Situation père-fils. Le RICA n'enregistre que l'endettement du père alors qu'il s'agit d'une situation père-fils selon le CAM et le RGA. Le fils a constitué sur l'exploitation un atelier porc avec un endettement au CAM en 1979.
- exploitation b (échantillon I) Situation beau-père-gendre. Le RICA considère que l'exploitation est unique tout en ne prenant en considération que l'endettement du beau-père. Le CAM et le RGA éclatent cette exploitation.
- exploitation c (échantillon III) Situation père-fils. Le RICA considère que l'exploitation est unique mais n'enregistre aucun endettement ni pour le père ni pour le fils alors qu'ils cumulent environ 300.000 F. d'encours auprès du CAM. De plus le CAM et le RGA éclatent cette exploitation, moitié au père moitié au fils.
- exploitation d (échantillon III) Situation père-fils. La comptabilité RICA ne prend en compte que l'atelier hors-sol alors que l'agriculteur jeune a reçu de son père 20 ha selon le CAM au lieu de 5 ha déclarés au RICA (le RGA donne 0,7 ha). Il s'agit là d'un cas typique d'installation progressive que la comptabilité semble avoir du mal à saisir.
- exploitation e (échantillon III) Situation père-fils. le RICA isole le fils alors que le CAM et le RGA considèrent qu'il s'agit d'une seule exploitation. En outre l'endettement du fils est mal saisi.

Ces cinq cas sont tous liés à la difficulté de saisir les transitions père-fils. Le problème se pose dans l'échantillon I comme dans l'échantillon III.

2) - La saisie de l'endettement par le RICA.

Le RICA a une saisie très détaillée de l'endettement. Outre les différents engagements à CT, il renseigne sur l'endettement à plus d'un an selon l'objet (foncier, bâtiments, autres) et selon l'origine du prêt (CAM et autres).

L'examen ne portera ici que sur l'endettement auprès du CAM pour lequel nous disposons de données bancaires rigoureuses. La comparaison portera sur les prêts à long et moyen terme réalisés auprès du CAM \*.

a) - Les données d'encours à plus d'un an auprès du CAM.

Sur 105 exploitations de l'échantillon 85 sont exactement renseignés par le RICA. Pour 8 cas la variation est faible ( $\pm 10\%$ ) pour 12 plus importantes ( $\geq \pm 10\%$ ). Ces divergences - peu nombreuses et le plus souvent mineures - ont plusieurs origines. Outre quelques oublis (parfois rattrappés l'exercice suivant cf infra), certaines ne sont qu'apparentes (CT à plus d'un an: 2 cas sont portés en prêts à plus d'un an). D'autres tiennent à des situations complexes (père-fils, exploitation et activité extérieure à l'exploitation...). D'autres sont dues à la non prise en considération des retards de remboursement. Dans quelques cas enfin des prêts habitat se glissent dans l'encours.

b) - Les réalisations nouvelles de prêts à plus d'un an auprès du CAM.

Là aussi les données fournies par le RICA sont très fiables: sur 30 cas 26 sont exacts (quelques uns étant mal affectés par objet), deux autres ont un montant exacts mais sont réalisés en 1979; oubliés alors, ils sont réintroduits par le RICA en 80. De même un prêt 1980 est oublié et un autre, affecté au CAM (alors que ce n'est pas le cas) concerne non pas l'exploitation mais l'entreprise de travaux agricole du chef d'exploitation.

c) - Le remboursement du capital des prêts à plus d'un an auprès du CAM.

Conséquence de ce qui précède (ce remboursement = encours début + prêts nouveaux - encours fin) cette donnée - nécessaire pour le calcul du disponible - est elle aussi fiable. Sur 105 cas, 83 sont identiques au RICA et au CAM. Dans 8 cas la variation est inférieure à  $\pm 10\%$ , dans 14 cas supérieure à  $\pm 10\%$ . Il s'agit cependant de divergences le plus souvent faibles en montant absolu.

d) - Les frais financiers de l'endettement à plus d'un an auprès du CAM.

Là, la comparaison avec les résultats du CAM donne un résultat moins satisfaisant.

Distinguons d'abord le cas des exploitations (8 cas) ayant un retard de remboursement des frais financiers; la pratique du RICA semble incertaine: dans 6 cas le RICA note les frais financiers effectivement payés,

---

\* - Notons une difficulté: la définition du RICA est l'endettement à plus d'un an alors que la pratique du court terme au CAM étend ce type de prêt jusqu'à 2 ans. Il peut en résulter une difficulté d'affectation qui est cependant mineure: dans l'échantillon examiné le CT est le plus souvent noté par le RICA en CT, même s'il est à plus d'un an.

dans deux cas les frais financiers dûs. Pour les 97 autres exploitations dans 23 cas seulement les données du RICA sont identiques à celles du CAM. Dans 25 cas la divergence est inférieure à  $\pm 10\%$ , dans 20 elle est comprise entre  $\pm 10\%$  et  $\pm 20\%$ , dans 29 elle est supérieure à  $\pm 20\%$ . Ces divergences ne sont pas plus fréquentes dans l'échantillon III que dans l'échantillon I. Une fois encore ces variations sont le plus souvent d'un faible montant absolu. Outre le problème posé par les retards elles peuvent n'être qu'apparentes quand elles reflètent seulement une mauvaise affectation entre les différentes lignes où sont saisis les endettements (CAM/non CAM, endettement à plus d'un an, endettement à moins d'un an).

### 3) - Les données de structure dans le RICA et dans le RGA.

---

L'étalon sera fourni par le RGA 1979/1980.

Le commentaire qui suit doit être pris avec prudence. Il n'y a aucune raison pour que le RGA soit de meilleure qualité que le RICA. De plus la période de référence n'est pas tout à fait la même. Pour le RGA il s'agit de la campagne 1979 \* pour le RICA de l'année civile 1980. Les méthodes d'évaluation de cheptel ne sont pas non plus les mêmes: effectifs présents le jour de l'enquête \*\* pour le RGA, effectifs moyens sur l'année civile pour le RICA.

#### a) - SAU RICA et SAU RGA.

Un peu plus de la moitié des exploitations ont des SAU correspondantes dans les deux sources. Les écarts sont compris entre - 5 ha et + 5 ha, pour 40 exploitations. Ils sont supérieurs pour 9 exploitations. Dans ce dernier cas, c'est principalement le RICA qui enregistre des superficies supérieures. Pour les deux cas extrêmes (écart supérieur à 10 ha) l'un s'explique par un achat de terre non enregistré au RGA, l'autre par une mauvaise compréhension de la surface agricole utilisée: le RGA enregistre 14,5 ha de landes et friches non productives, le RICA seulement 4 ha.

#### b) - FVD RICA et FVD RGA.

Sur le Faire-Valoir-Direct on enregistre une fréquence des écarts plus grande que sur les SAU. Dans seize cas les données de FVD ont une différence supérieure à plus ou moins 5 ha entre les deux sources.

#### c) - UGBB RICA et UGBB RGA.\*\*\*.

Les données d'Unité de Gros Bétail Bovin ne se correspondent que dans quarante cas. Les écarts sont faibles (inférieurs à plus ou moins 5 ha) dans 39 cas. Pour les 24 autres exploitations les données d'UGBB ne se ressemblent guère.

#### d) - MBS RICA et MBS RGA.

Soit le ratio  $\frac{\text{MBS RICA} - \text{MBS RGA}}{\text{MBS RICA}} \times 100$

---

\* - 1 nov. 1978 au 31 oct. 1979

\*\* - L'enquête a été réalisée entre la fin de l'année 1979 et le printemps 1980.

\*\*\* - Les UGBB recensées au RGA ont été ici recalculées avec les coefficients utilisés par le RICA

On constate une forte dispersion des résultats

ratio	- ∞	- 10	- 5	0	5	10	Total
effectif	- 10	- 5	0	5	10	∞	
	27	9	22	6	16	23	103

e) - UMO RICA et PAT RGA \*.

Sur ces données seulement 39 exploitations ont des chiffres correspondants. 16 exploitations donnent des résultats totalement discordants. Le reste des exploitations soit 55 exploitations enregistre des écarts d'évaluation de main d'oeuvre compris entre 0,1 et 0,5.

---

\* - les méthodes d'évaluation sont différentes.